

EQUAL VA AU CONGO

Un débouché insolite pour la généralisation des bonnes pratiques du Partenariat de développement suédois "Gender Force" : le programme de formation de conseillers pour les questions de genre est en train d'être appliqué par les armées européennes en République démocratique du Congo.



Pour la première fois dans l'histoire, une opération militaire européenne implique une conseillère en égalité de genre chargée de sensibiliser, former, suivre et soutenir les officiers et les soldats engagés dans l'opération EUFOR RD Congo. Ce mandat européen a pour objet d'appuyer la Mission des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) durant tout le processus électoral qui va permettre les premières élections démocratiques - Présidence et Parlement - depuis 40 ans.

Charlotte Isaksson, la conseillère d'EUFOR RD, est la spécialiste des questions de genre dans l'Armée suédoise : après avoir été responsable d'un projet EQUAL, elle est maintenant détachée auprès du Commandement opérationnel allemand de la mission de l'UE. Son intervention se base sur ses réalisations dans le PDD Gender Force chargé d'intégrer la dimension de genre dans les interventions internationales de la Suède - opérations de maintien de la paix, secours d'urgence - en cas de désastres naturels ou de conflits armés. En fait, cette formation de conseillers de genre est l'un des huit sous-projets du PDD qui regroupe les Forces armées suédoises, la Fondation Kvinna till Kvinna Foundation, l'Organisation des volontaires féminines de défense, l'Association des officiers militaires, la Police suédoise et l'Agence nationale des services de sauvetage.

La formation comporte divers éléments regroupant de nombreuses tâches différentes comme le rassemblement initial des données de base, la compréhension des rôles hommes-femmes dans la culture du pays où sont déployée les troupes et la façon de repérer immédiatement les cas de discriminations, harcèlement, viols et trafics de femmes. Pour Charlotte Isaksson, la question de genre a sa place dans la phase préparatoire de tout déploiement militaire. *"Il ne s'agit pas seulement de rassembler les chiffres et les faits pertinents pour préparer une mission, il est essentiel de compléter ces données par des entretiens sur le terrain, en face à face", explique t'elle, "dans quasiment tous les cas, personne ne demande aux femmes leur perception de la situation. Et pourtant, pour évaluer l'impact d'une action sur les populations concernées - impact différent selon qu'il s'agit d'hommes ou de femmes -, il est indispensable de rassembler le maximum d'informations préalables en direct". Pour illustrer son propos, elle ajoute "Il y a des cultures où des entretiens avec des femmes ne peuvent être réalisés que par des femmes. Il faut donc disposer de personnels féminins et si vous n'en avez pas, vous devez trouver de l'aide à l'extérieur, par exemple auprès des associations ou des organisations de femmes".* A côté de la formation des membres de l'EUFOR RD Congo, Charlotte a commencé à former des "multiplicateurs" : des femmes et des hommes qui peuvent intervenir comme conseillers de genre et transmettre leurs connaissances et leurs compétences à d'autres. Elle espère ainsi accélérer le processus de création d'une banque ressource de spécialistes en questions de genre.

Un autre aspect crucial de ses efforts de sensibilisation et de formation est le code de conduite à appliquer par tous les personnels militaires participant à des missions internationales. Charlotte l'admet ouvertement : *"Ce n'est un secret pour personne que l'exploitation sexuelle et les viols ne sont pas le monopole de l'armée congolaise et des groupes paramilitaires : des membres de forces de maintien de la paix de la MONUC se sont rendus coupables de crimes similaires".* Elle a réalisé un code de conduite pour l'opération de l'UE en RDC à partir du celui qu'utilise le bureau du genre de la MONUC. *"La tolérance zéro par rapport au viol et aux abus est une nécessité absolue pour combattre ces violations des droits fondamentaux des femmes. L'histoire des missions de maintien de la paix de l'ONU montre que certaines d'entre elles ont été des échecs, ayant perdu toute crédibilité, parce que certains de leurs membres se sont comportés de manière tout aussi atroce vis-à-vis des femmes que les groupes de combattants qu'ils venaient assister dans la résolution de leur conflit."*

Le Commandement opérationnel a obligé tout les Etats membres de l'UE participant à la mission d'inclure les questions du genre dans les briefings préparatoires avant de déployer leurs troupes. Ceci n'a pas eu lieu dans de nombreux cas et Charlotte a donc dû à la fois former le contingent allemand et se rendre en France à plusieurs reprises pour faire de même avec les forces françaises, qui viennent en second dans la chaîne de commandement et par le nombre de soldats envoyés. Elle va maintenant former les personnels des autres Etats membres à Kinshasa, la base centrale de l'opération, et à Libreville (Gabon), la base d'appui technique et des forces de réserve. C'est un défi considérable que relève cette capitaine suédoise : elle reconnaît qu'elle rencontre de nombreux obstacles, car ses élèves ne prennent le plus souvent pas au sérieux les questions de genre. *"Mais", précise t'elle, "j'ai le soutien total du général Viereck commandant l'opération, et ça c'est essentiel quand vous êtes déterminé à généraliser la question du genre".*

En dehors de cette action en première ligne, le PDD Gender Force participe à l'engagement de la Suède envers la Résolution 1325 "Femmes, Paix et Sécurité", adoptée par les Nations Unies en 2000. Cette Résolution appelle tous les membres de l'ONU à assurer une participation égale des femmes, à tous les niveaux de décision, dans les processus de paix et de résolution de conflit. Elle leur rappelle également de porter une attention particulière à l'impact que les conflits armés ont souvent sur les femmes. Le PDD a des sous-projets sur le recrutement, l'application du genre dans les missions et autres opérations internationales de l'ONU, de l'UE, de l'OTAN et de l'OSCE, l'*empowerment* des femmes dans les zones de mission en leur donnant la possibilité de participer de manière active et égale aux projets de reconstruction, et la formation des conseillers de genre décrite ci-dessus. Ces projets sont assortis d'un programme de coaching de genre et la mise en place d'un système de binômes entre ces coaches et les personnes en formation. Parallèlement, le PDD mène un projet de recherche sur la coopération entre les acteurs militaires et civils en matière de généralisation du genre et s'efforce également de fournir aux chefs de projets, aux instructeurs et aux responsables de formation les informations nécessaires sur le trafic d'êtres humains.